

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

### ACTE D'ENGAGEMENT

### MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE FORMALISÉE

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R2124-1 ET SUIVANTS  
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

### PROJET N°35RN24

**Maître de l'ouvrage/Acheteur**

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

### Objet du marché

**Accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande relatif à la réalisation de prestations de contrôle vérification périodique obligatoire (CVPO), inspection, contrôle qualité et diagnostic des bâtiments, installations et équipements sur les sites des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien**

**Lot n°1 : La Réunion (974)**

## **ARTICLE 1 - CONTRACTANT**

*(page à remplir uniquement en cas de contractant unique)*

Je soussigné,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

**A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :**

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

.....

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

**OU**

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **Projet n°35RN24** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation.

Nous soussigné(e)s,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....  
.....

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....  
.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....  
.....  
.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

L'entreprise .....

agissant en tant que

- mandataire solidaire du groupement conjoint ☐

- mandataire du groupement solidaire ☐

pour l'ensemble des opérateurs économiques groupés ayant donné pouvoir au mandataire.

**ET**

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....  
.....

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....  
.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....  
.....  
.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **Projet n°35RN24** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation.

## **ARTICLE 2 – PRIX**

### **2.1 – Rémunération des prestations**

Les prestations du marché, définies au CCAP, font l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins, par application de quantités aux prix unitaires énumérés au bordereau de prix, rendu contractuel à l'occasion de la signature du marché.

### **2.2 – Montant maximal du marché**

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur qui est fixé à 2 400 000,00 sur les quatre (4) années d'exécution.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, le montant des commandes émises au titre du marché est susceptible de varier pour chacune des périodes de validité du marché.

### **2.3 – Montants et modalités de passation de chacune des commandes**

Le présent accord-cadre fait l'objet de prestations commandées par des bons de commandes dans les conditions prévues à l'article 3 du CCAP.

### **2.4 – Montant sous-traité désigné au marché**

La nature et le montant des prestations sous-traitées relatif à chaque commande seront précisées dans un acte spécial (DC4) annexé à chaque bon de commande.

### **2.5 – Cession ou nantissement de créance**

Le nantissement éventuel de chaque commande par le titulaire, et ses éventuels sous-traitants, se fera dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 - DELAIS**

### **3.1 – Durée totale de validité et durée initiale du marché**

Définies à l'article 1.3 du CCAP.

### **3.2 – Délais d'exécution des bons de commande**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de la date fixée sur le bon de commande ou sur l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 4 - PAIEMENTS**

Les prestations seront rémunérées selon les modalités de règlement définies à l'article 4 du CCAP.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4.4 du C.C.A.P.

Les montants sont basés sur les conditions économiques du « mois zéro » défini à l'article 4.4.2 du CCAP.

Le représentant de l'acheteur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

## **ARTICLE 5 - AVANCE**

Sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, (*cocher la case correspondante*)

l'opérateur économique désigné ci-après : .....

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique

ou en cas de groupement

les opérateurs économiques désignés ci-après\* : .....

☐ refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique

*\* En cas de groupement, lister tous les opérateurs refusant le bénéfice de l'avance. A défaut d'avoir expressément refusé le bénéfice de cette avance, celle-ci leur sera versée automatiquement, sur la base de la répartition des paiements jointe au présent acte d'engagement.*

## **ARTICLE 6 - RESPONSABLES PHYSIQUES DE LA VERIFICATION ET DE LA SIGNATURE DES ACTES DE SOUS-TRAITANCE**

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation des actes de sous-traitance, la personne physique responsable de la gestion, la vérification et la signature de ses actes pour le titulaire est :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

En cas d'absence du responsable, sa suppléance est assurée par :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

## **ARTICLE 7 – ENGAGEMENT D'INSERTION**

☐ Le présent accord-cadre comporte un dispositif social du militaire blessé :

JE M'ENGAGE / NOUS ENGAGEONS, si je suis / nous sommes déclaré(s) attributaire du présent accord-cadre comportant une obligation d'insertion, à respecter les prescriptions du cahier des charges.

JE M'ENGAGE / NOUS ENGAGEONS à fournir, à la demande de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis, et dans le délai qui me/nous sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

## **ARTICLE 8 – RESPONSABLE PHYSIQUE DE MARCHE**

Le responsable de marché, seule personne agréée pour assurer, en particulier, le suivi de la bonne exécution des prestations et participer aux réunions est :

M – Mme <sup>1</sup> (Nom Prénom)			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

Le changement de responsable physique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

En cas d'absence du responsable de marché, sa suppléance est assurée par :

M – Mme <sup>2</sup> (Nom Prénom)			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

---

<sup>1</sup> Rayer la mention inutile

<sup>2</sup> Rayer la mention inutile

<p align="center"><b>Signature de l'acte d'engagement par l'opérateur économique</b></p> <p>Fait en un seul original,</p> <p>A....., le.....</p> <p align="center"><i>Cachet et signature précédés de la mention manuscrite :</i></p> <p align="center"><i>« lu et approuvé »</i></p>
<p align="center"><b>Acceptation de l'offre par l'acheteur</b></p> <p>Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.</p> <p align="center">A....., le.....</p> <p align="center">Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (Désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)</p> <p align="center">L'ingénieur en chef de 1<sup>ère</sup> classe Stéphane LEESTMANS Directeur d'infrastructure de la défense de Saint-Denis</p>
<p align="center"><b>Notification du marché à l'attributaire</b></p> <p>Notification dématérialisée</p>

## ANNEXE N°1 : FICHE DE STAGE (CADRE DE REPONSE)

Proposition d'un parcours pour un militaire blessé identifié par Défense mobilité

La présente « fiche de stage » est une fiche de dialogue. Elle a pour objet de permettre la réalisation d'un parcours en entreprise au bénéfice d'un militaire blessé.

Elle est remplie par le candidat à raison d'une par proposition de stage et, en cas d'attribution du marché, sera transmise par l'acheteur à Défense mobilité pour identification d'un stagiaire et réalisation du parcours.

### Informations sur la durée et le lieu du stage

Nombre de mois de stage prévus :

Lieu du stage (adresse postale) :

### Encadrement du parcours au sein de l'entreprise :

Nom de l'entreprise :

Nom du responsable des ressources humaines :

Nom du référent entreprise (s'il est différent du RRH) :

Fonction :

Coordonnées tél./courriel :

...../.....

Conditions d'accueil ? ( <i>livret d'accueil, poste de travail, tickets restaurants, transports...</i> )	
Tenue fournie ? ( <i>si les activités le nécessitent</i> )	
Tâches/activités* pressenties pour le militaire bénéficiaire de la clause sociale ?	
Tâches/activités* pressenties nécessitant des déplacements ?	

**Autres remarques utiles :**



**ANNEXE N°2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT**

**DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT  
ET DEMANDE D'AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-  
TRAITANCE**

**Nature des prestations sous-traitées**

.....

**Comptable public assignataire des paiements**

Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la Réunion  
7, avenue André Malraux  
97 705 SAINT-DENIS Messag Cedex 9

**1. Identité du sous-traitant**

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

**A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :**

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

.....  
.....  
.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

**OU**

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....  
.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....  
.....

.....  
Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIREN : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

## **2. Montant des prestations sous-traitées**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

### **a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous**

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....

### **b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :**

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) : .....
- Montant hors TVA : .....

## **3. Paiements**

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre, sous-réserve que le montant sous-traité mentionné à l'article 1 de la présente annexe soit supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

## **4. Conditions de paiements**

Le sous-traitant susmentionné :

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique  
***(cocher en cas de refus)***

Modalités de calcul et de versement des avances : .....

Date (ou mois) d'établissement des prix : .....

Modalités de variation des prix : .....

Stipulations relatives aux détails, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....
.....
.....
.....

<p align="center"><b>Signature de l'annexe à l'acte par l'opérateur économique recourant au sous-traitant</b></p> <p>Fait en un seul original, à ....., le.....</p> <p align="right"><i>Cachet et signature</i></p>
<p align="center"><b>Signature de l'annexe à l'acte par l'opérateur économique mandataire du groupement (le cas échéant)</b></p> <p>Fait en un seul original, à ....., le.....</p> <p align="right"><i>Cachet et signature</i></p>
<p align="center"><b>Signature de l'annexe à l'acte par le sous-traitant</b></p> <p>Fait en un seul original, à ....., le.....</p> <p align="right"><i>Cachet et signature</i></p>